



ACTIVITÉ DES JURIDICTIONS

12 | L'ACTIVITÉ CIVILE ET COMMERCIALE DES JURIDICTIONS

12.1 LES TRIBUNAUX DE GRANDE INSTANCE

En 2014, le nombre d'affaires nouvelles portées devant les tribunaux de grande instance (TGI) s'élève à 994 800 parmi lesquelles on compte 114 300 référés et 123 600 ordonnances sur requête. Le nombre d'affaires nouvelles est en nette augmentation par rapport à 2013 (+ 5,2 %).

Les actes de greffe des TGI, tous postes confondus, sont en baisse de 4,3 %, mais se maintiennent toutefois à un niveau élevé sur le début de la décennie avec 375 400 actes. Les inscriptions au répertoire général civil (165 400) sont en baisse de 12 %, tandis que les renoncations à succession (98 200) progressent de 4,7 %.

Le nombre d'affaires terminées (947 600) est en hausse de 2,6 % en 2014. Ainsi, tant les affaires terminées au fond (+ 2,8 %), en particulier les ordonnances sur requête (+ 9,8 %), que les référés (+ 1,5 %) sont en hausse. Le nombre des affaires terminées est cependant inférieur à celui des affaires nouvelles, ce qui provoque une hausse des affaires en cours de 47 200 unités. Cette augmentation s'inscrit dans la tendance à la hausse constatée depuis le début de la décennie. Le stock des affaires en cours s'établit fin 2014 à 720 200 affaires.

La durée moyenne de traitement, toutes affaires confondues, s'établit en 2014 à 6,9 mois. Cette durée intègre celle des ordonnances sur requête qui est en moyenne de 0,4 mois et celle des référés qui s'établit à 2 mois. La durée moyenne des seules affaires au fond hors ordonnances sur requête se situe à 8,8 mois.

La durée moyenne globale de 6,9 mois peut être complétée comme suit : 25 % des affaires terminées en 2014 devant les TGI l'ont été en moins de 0,3 mois, 50 % en moins de 2,8 mois. À l'opposé, 25 % des affaires terminées l'ont été en plus de 7,7 mois. En considérant les affaires hors

référés et ordonnances sur requête, 50 % des affaires sont terminées en moins de 4,3 mois.

Avec 411 000 affaires nouvelles, les contentieux soumis au juge aux affaires familiales (JAF) ont augmenté de 6,6 % par rapport à 2013. À l'intérieur de cette masse, chaque type de contentieux a augmenté dans des proportions différentes. Le nombre des affaires d'administration légale et de tutelle des mineurs (27 300), anciennement dévolues au juge d'instance, est en hausse de 4,9 %. Les demandes relatives aux ruptures d'union (165 800 demandes) augmentent de 2,2 %, tandis que les affaires hors divorce (162 100 demandes) qui portent sur le droit de visite et d'hébergement, l'autorité parentale et les obligations alimentaires pour l'enfant né hors mariage augmentent de 11,6 %. D'autre part, le contentieux de l'après-divorce (55 800 demandes) qui traitent ces mêmes types de demandes dans le cadre de parents divorcés, est en hausse de 6,8 %.

Les contentieux soumis au juge de l'exécution (JEX) s'élèvent à 95 500 affaires et augmentent de 6,6 % par rapport à 2013, rompant ainsi la tendance à la baisse observée au cours des années précédentes.

Les affaires relatives à l'activité du juge des libertés et de la détention (JLD) se chiffrent à 98 300 affaires en 2014 et ont augmenté de 6,8 % par rapport à 2013. Il convient de rappeler que ces affaires avaient très fortement augmenté en 2012 (+ 65,5 %), du fait de la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques qui a systématisé le contrôle par le JLD. Auparavant ce poste comportait principalement les affaires relatives à la rétention des étrangers

Définitions et méthodes

Le tribunal de grande instance (TGI) est la juridiction de droit commun en matière civile : il est chargé de toutes les affaires pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée, en raison de leur nature ou du montant de la demande, à une autre juridiction. Il a également une compétence exclusive dans certaines matières déterminées (mariage, filiation, succession, etc.). Il peut comporter plusieurs chambres et, sauf exceptions, statue en formation collégiale composée d'un président et de deux assesseurs. Son président est compétent pour statuer dans les cas d'urgence en référé ou sur requête.

Il existe au moins un TGI par département.

Le TGI est aussi la juridiction dans laquelle siègent les juges aux fonctions spécialisées, comme le juge aux affaires familiales (JAF), le juge des libertés et de la détention (JLD), ou le juge de l'exécution (JEX).

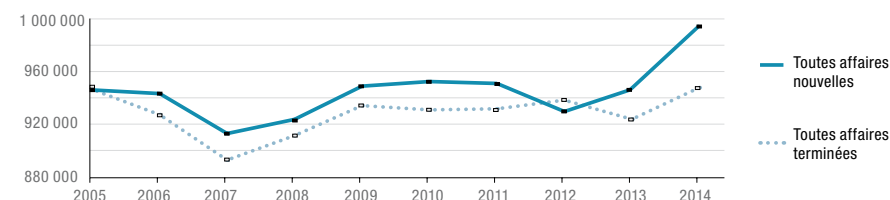
Champ : France métropolitaine et DOM.

Source : Ministère de la Justice / SG / SDSE / Exploitation statistique du Répertoire Général Civil

Pour en savoir plus : www.justice.gouv.fr/statistiques.html

1. Activité civile des tribunaux de grande instance (fond+référés)

unité : affaire



2. Activité civile des tribunaux de grande instance (hors commerce)

unité : affaire

	2010	2011	2012	2013	2014
Toutes affaires nouvelles	952 412	950 839	929 508	945 628	994 838
Variation annuelle %	+0,4	-0,2	-2,2	+1,7	+5,2
dont ordonnances sur requête	141 938	128 268	109 224	112 031	123 611
dont référés	118 109	117 113	114 972	112 599	114 273
Toutes affaires terminées	930 999	931 874	938 952	923 313	947 618
Variation annuelle %	-0,4	+0,1	+0,8	-1,7	+2,6
dont ordonnances sur requête	141 938	128 069	111 482	112 510	123 526
dont référés	118 109	117 113	114 972	112 599	114 273
Durée moyenne (en mois)	7,1	6,9	7,1	6,9	6,9
dont durée moyenne des référés	1,9	2,0	2,0	2,0	2,0
Stock au 31/12 (y.c. référés)	641 103	660 068	650 624	672 939	720 159
Variation du stock	+21 413	+18 965	-9 444	+22 315	+47 220
Âge du stock au 31/12 en mois (y.c. référés)	13,1	13,6	14,1	14,1	13,9
Rectification et interprétation de jugement					
Affaires nouvelles	13 700	13 705	14 346	14 084	14 121
Affaires terminées	15 143	15 461	16 539	15 797	16 021
Actes de greffes	274 321	300 508	333 863	392 158	375 415
Inscription au répertoire civil	102 797	127 892	139 076	188 013	165 383
Renonciation à succession	67 249	74 899	89 434	93 783	98 186
Certificats	15 710	14 101	14 017	14 427	14 513
États de recouvrement	18 910	11 213	13 963	16 643	19 247
Vérifications des dépens	14 795	13 961	14 536	14 446	14 248
Autres actes	54 860	58 442	62 837	64 846	63 838

3. Grandes familles de contentieux des tribunaux de grande instance

unité : affaire

Statut de l'affaire	2010		2011		2012		2013		2014	
	nouvelles	terminées	nouvelles	terminées	nouvelles	terminées	nouvelles	terminées	nouvelles	terminées
Toutes affaires (fond + référés + ordonnances sur requête)	952 412	930 990	950 839	931 874	929 508	938 952	945 628	923 313	994 838	947 618
Affaires au fond (y.c. ordonnances sur requête)	834 303	812 881	833 726	814 761	814 536	823 980	833 029	810 714	880 565	833 345
Juges aux affaires familiales	383 995	371 600	398 994	384 815	380 376	385 140	385 706	376 483	411 001	379 516
dont saisie sur requête	20 606	19 485	19 382	19 912	17 158	18 602	16 618	16 894	17 686	16 027
Ruptures d'union ⁽¹⁾	179 022	174 330	173 558	171 138	163 880	166 877	162 160	160 533	165 793	158 347
dont divorces et conversions prononcés	/	133 909	/	132 785	/	128 371	/	125 109	/	123 537
Après-divorce	55 541	54 152	54 386	53 376	51 262	53 692	52 233	51 145	55 810	50 930
Autres JAF ⁽²⁾	149 432	143 118	148 633	142 395	141 571	144 245	145 284	141 256	162 081	145 553
Incapacité des mineurs ⁽³⁾	/	/	22 417	17 906	23 663	20 326	26 029	23 549	27 317	24 686
Juges de l'exécution	146 339	140 480	120 072	122 957	89 620	96 046	89 525	84 959	95 473	90 780
dont ordonnances sur requête	62 029	61 860	50 384	50 498	39 004	39 700	37 436	37 446	40 020	39 812
Redressements et liquidations judiciaires civils	7 429	7 967	6 844	6 879	6 678	7 064	6 738	6 799	7 296	6 965
Autres contentieux civils	296 540	292 834	307 816	300 110	337 862	335 730	351 060	342 473	366 795	356 084
contentieux général	159 905	156 924	154 875	151 976	151 921	153 841	155 407	150 606	155 826	148 796
ordonnances sur requête (hors JEX)	71 481	71 179	71 019	70 657	69 949	70 163	74 913	75 175	84 973	83 880
dont JLD	36 985	36 378	51 514	49 545	85 230	83 791	92 100	90 876	98 338	97 160
Civi	20 438	19 665	19 558	18 493	19 790	18 543	19 487	18 190	19 446	18 573
expropriation	4 835	4 634	5 291	4 546	6 096	6 062	5 056	4 848	4 672	4 969
procédures d'ordre	473	513	250	265	288	222	207	210	139	196
Ordonnances de référés	118 109	118 109	117 113	117 113	114 972	114 972	112 599	112 599	114 273	114 273

⁽¹⁾ divorces, conversions de séparation de corps en divorce et séparations de corps

⁽²⁾ enfants naturels, obligations alimentaires et autres contentieux relevant du JAF

⁽³⁾ la compétence sur les tutelles des mineurs a été transférée aux TGI à compter du 01/01/2011

12.2 LES TRIBUNAUX D'INSTANCE ET LES JURIDICTIONS DE PROXIMITÉ

En 2014, les tribunaux d'instance et les juridictions de proximité (y compris les tribunaux paritaires des baux ruraux – TPBR) ont été saisis de 669 100 nouvelles affaires, soit 6,7 % de moins qu'en 2013. L'an passé les affaires nouvelles avaient atteint le niveau le plus haut du début de la décennie (717 400), soit près de 110 000 affaires de plus qu'en 2004 (+ 17,8 %).

Le nombre d'affaires terminées par les tribunaux d'instance et juridictions de proximité en 2014 s'élève à 635 100, en baisse de 13,7 % par rapport à 2013, dont 86 800 référés (+ 6,1 %).

Le nombre d'affaires terminées en 2014 se situant au dessous de celui des affaires nouvelles, le stock d'affaires au fond restant à traiter fin 2014 (642 200 affaires) a donc augmenté mécaniquement de 34 100 affaires par rapport à l'année précédente.

La durée moyenne de toutes les affaires (fond + référés) terminées en 2014 par les tribunaux d'instance et juridictions de proximité s'est établie à 5,2 mois. Parmi celles-ci, les référés sont traités en 3,6 mois. 25 % des affaires (fond + référés) terminées en 2014 l'ont été en moins de 1,9 mois, 50 % l'ont été en moins de 3,5 mois et 25 % l'ont été en plus de 6 mois.

Au sein de cet ensemble, les juridictions de proximité ont été saisies de 85 000 affaires nouvelles (+ 13,8 %) et en ont terminé 77 000 (+ 4,4 %) dans une durée moyenne de 5,6 mois.

Parmi les procédures particulières traitées par les tribunaux d'instance et les juridictions de proximité en 2014, les injonctions de payer (546 700) augmentent de 3,6 % et les saisies sur rémunération (130 400) de 15,5 %. Les ordonnances sur requête (28 700), après avoir atteint l'an passé le niveau le plus bas du début de la décennie, croissent à nouveau (+ 3,8 %). Après une forte progression en 2011 et en 2012, et une stabilisation en 2013, le nombre des ordonnances du code de la consommation (92 300) repart à la hausse (+ 8,7 %), dont 29 600 ordonnances statuant sur une demande aux fins de conférer force exécutoire aux mesures recommandées par les commissions de surendettement (+ 29,0 %) et 61 100 ordonnances statuant sur une demande aux fins de conférer force exécutoire aux recommandations de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire (+ 2,0 %).

Au sein de cet ensemble, les juridictions de proximité ont prononcé 199 400 injonctions de payer.

Définitions et méthodes

Le tribunal d'instance

Le tribunal d'instance est une juridiction à juge unique. Sauf exceptions prévues par la loi, il est compétent, en matière civile, pour toutes actions personnelles ou mobilières jusqu'à la valeur de 10 000 euros. Il a également une compétence exclusive dans certaines matières (baux d'habitation, crédit à la consommation, surendettement, etc.). Son ressort géographique correspond en règle générale à l'arrondissement.

Le juge du tribunal d'instance, dans le cadre de sa compétence, rend des ordonnances de référé (décisions provisoires prises en cas d'urgence) ou des ordonnances sur requête (décisions provisoires prises non contradictoirement).

Le juge d'instance est également juge des tutelles pour les majeurs. Il préside en outre le tribunal paritaire des baux ruraux.

Le tribunal d'instance dispose d'un greffe qui enregistre des déclarations ou délivre des documents officiels.

La juridiction de proximité

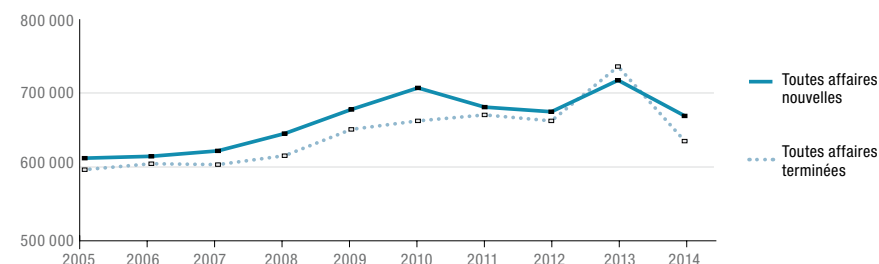
La juridiction de proximité est une juridiction à juge unique. Sauf exceptions prévues par la loi, elle connaît, en matière civile, des actions personnelles ou mobilières jusqu'à la valeur de 4 000 euros.

Champ : France métropolitaine et DOM.

Source : Ministère de la Justice / SG / SDSE / Exploitation statistique du Répertoire Général Civil

Pour en savoir plus : www.justice.gouv.fr/statistiques.html

1. Tribunaux d'instance et juridictions de proximité (y.c TPBR) (fond+référés) unité : affaire



2. Activité civile des tribunaux d'instance (y compris juridictions de proximité et TPBR) unité : affaire

	2010	2011	2012	2013	2014
Toutes affaires nouvelles	707 021	681 027	674 760	717 379	669 108
Variation annuelle %	4,3	-3,7	-0,9	6,3	-6,7
dont référés	81 869	81 978	80 129	81 789	86 812
Toutes affaires terminées	662 414	670 472	662 400	735 928	635 055
Variation annuelle %	1,8	1,2	-1,2	11,1	-13,7
dont référés	81 869	81 978	80 129	81 789	86 812
Variation annuelle %	5,2	0,1	-2,3	2,1	6,1
Durée moyenne (en mois)					
Toutes affaires	5,3	4,8	4,7	4,6	5,2
dont référés	3,4	3,6	3,4	3,5	3,6
Stock au 31/12 (affaires au fond)	603 736	614 291	626 651	608 102	642 155
Variation du stock	44 607	10 555	12 360	-18 549	34 053
Procédures particulières					
Injonctions de payer	698 029	618 933	535 022	527 667	546 711
Saisies sur rémunération	133 314	125 246	112 185	112 878	130 381
Ordonnances sur requête	31 019	27 821	29 376	27 705	28 747
Ordonnances du code de la consommation	23 857	58 224	84 602	84 920	92 301
dont demande aux fins de conférer force exécutoire aux mesures recommandées par les commissions de surendettement ⁽¹⁾	nd	17 436	23 959	22 969	29 624
dont demande aux fins de conférer force exécutoire aux recommandations de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire ⁽¹⁾	nd	36 690	58 496	59 948	61 143
Contentieux électoral	3 431	1 908	21 580	1 036	14 631
Tentatives préalables de conciliation	4 505	3 512	3 843	4 215	3 998

⁽¹⁾ à compter de 2011, les ordonnances du code de la consommation sont connues par nature d'affaire

3. Activité civile des juridictions de proximité unité : affaire

	2010	2011	2012	2013	2014
Affaires au fond					
Affaires nouvelles	102 908	93 434	76 529	74 705	84 983
Affaires terminées	99 291	96 199	83 097	73 755	77 000
Durée moyenne (en mois)	5,1	5,6	6,0	5,7	5,6
Actes de greffes					
Injonctions de payer	218 929	217 282	200 963	192 370	199 378
Tentatives préalables de conciliation	475	812	1 488	1 654	1 814

12.3 LES PRINCIPAUX CONTENTIEUX DES TRIBUNAUX D'INSTANCE

Si l'on examine plus précisément la nature des affaires nouvelles au fond, il apparaît que la baisse générale de 8,4 % s'observe principalement dans le domaine des régimes de protection des majeurs (tutelle, curatelle, sauvegarde de justice) dont le nombre d'affaires (186 100 en 2014) a baissé de 29,8 % par rapport à 2013. Cette baisse, qui ne concerne pas les ouvertures de régime (+ 2,0 %), mais qui affecte les fonctionnements et clôtures (- 57,1 %), peut s'interpréter comme la marque de la fin du processus de réexamen général de l'ensemble des mesures de protection en cours (c'est-à-dire ouvertes avant le 1^{er} janvier 2009) décidée par la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs.

Le contentieux de l'impayé, avec 204 900 procédures nouvelles (soit près d'un tiers des affaires soumises aux tribunaux d'instance) affiche une hausse de 5,2 %. Les baux d'habitation et professionnels, qui représentent 45 % du contentieux de l'impayé, augmentent de 11 %, et les prêts, crédit-bail et cautionnement, qui en représentent un peu plus de 25 %, connaissent une légère baisse de 0,3 %.

Les autres familles de contentieux sont à la hausse et notamment le contentieux de l'exécution, qui connaît en 2014 une hausse de 2,5 % par rapport à 2013. Le poste rétablissement personnel ne concerne plus que les procédures avec liquidation judiciaire, les procédures sans liquidation judiciaire relevant de la seule commission de surendettement.

Les greffes des tribunaux d'instance gèrent par ailleurs des procédures spécifiques (actes de greffe), dont certaines (nationalité, pacte civil de solidarité) revêtent une importance particulière en tant que faits de société.

Les acquisitions de la nationalité française enregistrées en 2014 par le Ministère de la justice se sont élevées à 26 200, soit une hausse de 2,4 % par rapport à 2013. Ces déclarations d'acquisition anticipée ont été souscrites par 21 700 jeunes de 13 à 15 ans et 4 500 jeunes de 16 ou 17 ans.

La délivrance de certificats de nationalité française par les tribunaux d'instance baisse de 7,1 % en 2014. Inscrite en marge de l'acte de naissance et du livret de famille depuis la loi du 16 mars 1998, la délivrance du certificat est désormais effectuée une fois pour toutes et non plus à chaque fois que la personne doit justifier de sa nationalité française.

La création du pacte civil de solidarité (PACS) en 1999 a généré une importante activité pour les greffes des tribunaux d'instance dans les années 2000. La possibilité donnée aux notaires par la loi n° 2011-331 du 28 mars 2011 d'enregistrer les déclarations de PACS a eu pour conséquence une baisse de près de 30 % des déclarations enregistrées par les greffiers des tribunaux d'instance, celles-ci passant de plus de 200 000 en 2010 à moins de 150 000 en 2011. En 2014, les déclarations de PACS se sont élevées à 148 600 (+ 1,9 %) et les dissolutions à 74 300, soit une augmentation de 35,2 % par rapport à 2013. Cette augmentation des dissolutions résulte principalement de la loi n° 2013-404 du 17 mai 2013 qui a ouvert le mariage aux couples de personnes de même sexe, étant précisé que le mariage des deux partenaires ou de l'un d'eux est une cause de dissolution du PACS.

Avec l'inscription du PACS en marge de l'état civil, les demandes de tiers (essentiellement des notaires ou des agents immobiliers à l'occasion d'achats de biens ou de successions), ainsi que les certificats de non-PACS, ont vu leur nombre s'effondrer au cours des dix dernières années.

Définitions et méthodes

| Cf. fiche 12.2

Champ : France métropolitaine et DOM.

Source : Ministère de la Justice / SG / SDSE / Exploitation statistique du Répertoire Général Civil

Pour en savoir plus : www.justice.gouv.fr/statistiques.html

1. Principales familles de contentieux des TI (y compris juridictions de proximité)						unité : affaire
	2010	2011	2012	2013	2014	
Toutes affaires nouvelles au fond	625 152	599 049	594 631	635 590	582 296	
Régimes de protection	205 068	220 827	221 007	265 288	186 129	
majeurs protégés : ouvertures de régimes	96 597	106 684	113 847	122 203	124 698	
dont majeurs protégés : fonctionnement et clôture	88 700	104 919	107 160	143 085	61 431	
incapacité des mineurs	19 771	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	
Contentieux de l'impayé	222 905	204 258	192 720	194 866	204 906	
baux d'habitation et professionnels	81 166	79 366	80 767	83 689	92 906	
prêts, crédits-bail, cautionnement	74 420	63 879	54 460	54 265	54 088	
dont prestations de service	20 792	19 050	16 866	16 241	16 040	
vente	11 759	10 321	9 184	8 995	8 431	
copropriété	21 910	20 632	21 746	21 697	23 497	
Contentieux de la responsabilité	29 018	28 049	24 396	24 087	25 888	
Contentieux de l'exécution	52 691	48 541	61 351	56 340	57 761	
surendettement des particuliers	46 379	41 179	43 688	40 537	39 893	
dont rétablissement personnel	29 589	8 733	11 307	9 376	11 177	
JEX (hors surendettement)	6 312	7 362	6 356	6 427	6 691	
dont saisies mobilières	4 839	5 626	5 076	5 185	5 435	
Autres contentieux civils	115 470	97 374	95 157	95 009	107 612	
dont droit des contrats	82 775	75 704	67 125	66 716	76 770	
dont baux d'habitation et professionnels	33 375	30 145	27 513	27 370	30 454	
Toutes affaires terminées de référés	81 869	81 978	80 129	81 789	86 812	
dont contentieux de l'impayé	69 171	70 940	69 554	70 807	75 506	
dont impayés sur loyers	65 795	67 934	65 861	68 196	73 158	

Dont juridiction de proximité						2010	2011	2012	2013	2014
Toutes affaires nouvelles au fond						102 908	93 434	76 529	74 705	84 857
Contentieux de l'impayé						38 492	35 048	30 347	29 904	30 829
baux d'habitation et professionnels						1 577	1 472	1 401	1 185	1 450
dont prêts, crédits-bail, cautionnement						2 203	1 988	1 700	1 526	1 700
prestations de service						13 451	12 122	10 165	10 075	9 958
vente						7 033	5 940	4 894	4 688	4 648
copropriété						10 311	9 748	9 201	9 058	9 395
Contentieux de la responsabilité						17 091	15 800	12 747	12 059	14 282
Contentieux de l'exécution						82	75	51	49	59
Autres contentieux civils						47 243	42 511	33 384	32 693	39 687
dont droit des contrats						37 538	34 717	27 116	26 052	22 703
dont baux d'habitation et professionnels						11 133	10 009	7 569	7 143	9 036

2. Activité civile des tribunaux d'instance (y compris juridictions de proximité et tribunaux paritaires des baux ruraux)						2010	2011	2012	2013	2014
Actes de greffe										
Déclarations d'acquisition anticipée						23 933	24 041	24 949	25 557	26 182
13 à 15 ans						18 847	18 615	19 539	20 644	21 720
16 à 17 ans						5 086	5 426	5 410	4 913	4 462
Déclarations de nationalité française ⁽¹⁾						18 309	3 430	1 783	1 869	1 709
Demandes de certificats de nationalité française						104 189	83 529	72 709	69 147	64 246
Certificats établis à raison naissance et résidence						2 456	2 122	2 213	2 070	1 991
Déclarations de PACS						205 596	144 387	142 666	145 867	148 605
Dissolutions de PACS						34 652	42 283	48 288	54 932	74 256
Certificats de non-PACS délivrés						18 708	20 966	18 287	18 366	20 328
Demandes de tiers relatives à l'existence d'un PACS						888	560	499	464	367
Actes de notoriété, certificats de propriété						3 589	6 681	9 084	11 022	13 513
Warrants agricoles						26 452	22 788	23 268	23 840	25 598
Vérifications de dépens						4 791	4 407	5 201	4 400	4 421
Procurations électorales						27 845	12 059	185 653	2 243	61 644
Scellés						2 084	1 544	116	34	0
Consentements à adoption						4 494	70	0	0	0
Cessions de salaires						28 328	29 367	25 506	23 122	23 116

⁽¹⁾ par mariage + autres

12.4 LES CONSEILS DE PRUD'HOMMES

Le nombre d'affaires nouvelles portées devant les conseils de prud'hommes (187 700) est en baisse de 8,8 % en 2014. Ces affaires sont constituées de 154 300 affaires au fond (- 12,6 %) et de 33 300 référés (+ 14,6 %).

Le nombre d'affaires terminées en 2014 par les conseils de prud'hommes (188 200 affaires) a augmenté de 2,1 % par rapport à 2013. Cette évolution n'a pas touché les affaires au fond (154 900) en baisse de 0,2 %, et concerne seulement les référés (33 300) qui ont augmenté de 14,6 % par rapport à 2013.

En 2014, les affaires terminées ont été plus nombreuses que les affaires nouvelles. Le stock d'affaires en cours (hors référés) a donc diminué, ce qui le porte à 223 400 affaires.

La durée moyenne des affaires terminées en 2014 s'est établie à 13 mois. Elle inclut celle des affaires au fond (15,4 mois) et celle des référés (1,8 mois). Au fond comme en référé, les durées moyennes des affaires sont en baisse par rapport à 2013.

Plus précisément, 25 % des affaires terminées (fond + référés) l'ont été en moins de 3,7 mois, 50 % en moins de 11,1 mois et 25 % en plus de 18 mois. Cette légère baisse de la durée moyenne succède à une forte croissance des délais observée depuis 2009 (de 9,9 en 2009 à 13,6 mois en 2013).

Le nombre d'affaires terminées par une départition, c'est-à-dire par un partage des voix et un renvoi devant le juge d'instance, a baissé en 2014 et s'élève à 17 800 affaires.

La part des affaires terminées en départition s'établit à 20,2 % des affaires ayant fait l'objet d'un délibéré en 2014. Rapportées à l'ensemble des affaires terminées, ces affaires en représentent 11,5 %.

Définitions et méthodes

Le conseil des prud'hommes (CPH) est une juridiction de l'ordre judiciaire spécialisée. Sa mission est de régler les différends qui peuvent s'élever entre employeurs et salariés à l'occasion de tout contrat de travail soumis aux dispositions du code du travail. Il existe au moins un CPH dans le ressort de chaque tribunal de grande instance.

Le CPH est une juridiction élective : les conseillers prud'hommes sont élus parmi les employeurs et les salariés.

Le CPH est une juridiction paritaire : il est composé, ainsi que ses différentes formations, d'un nombre égal de salariés et d'employeurs. Son président est alternativement un salarié ou un employeur.

Le CPH est divisé en cinq sections autonomes : encadrement, industrie, commerce, agriculture et activités diverses. À l'intérieur de chaque section, il peut comporter plusieurs chambres.

Chaque section (ou chaque chambre de section) comporte deux bureaux :

- le bureau de conciliation, composé d'un conseiller employeur et d'un conseiller salarié, dont la mission est de tenter de trouver une solution amiable au litige dont le CPH est saisi.
- le bureau de jugement, composé de deux conseillers employeurs et de deux conseillers salariés, dont la mission est de trancher le litige en cas d'échec de la tentative de conciliation.

Le CPH comporte également une formation de référé, composée d'un conseiller employeur et d'un conseiller salarié, apte à prendre des mesures urgentes ou conservatoires ou de remises en état.

La départition est le recours à un magistrat professionnel (le juge du tribunal d'instance) pour compléter une formation du conseil de prud'hommes afin de dégager une majorité pour prendre une décision. Dans ce cas, l'affaire est renvoyée devant le même bureau de conciliation, le même bureau de jugement ou la même formation de référé.

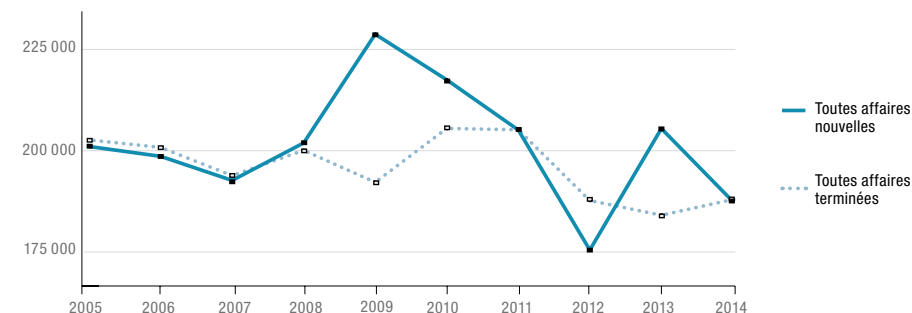
Champ : France métropolitaine et DOM.

Source : Ministère de la Justice / SG / SDSE / Exploitation statistique du Répertoire Général Civil

Pour en savoir plus : www.justice.gouv.fr/statistiques.html

1. Activité des conseils de prud'hommes (fond + référés)

unité : affaire



2. Activité des conseils de prud'hommes (fond + référés)

unité : affaire

	2010	2011	2012	2013	2014
Toutes affaires nouvelles	217 661	205 296	175 714	205 648	187 651
Affaires au fond	172 577	164 485	146 192	176 593	154 340
Variation annuelle %	- 2,3	- 4,7	- 11,1	+ 20,8	- 12,6
Référés ⁽¹⁾	45 084	40 811	29 522	29 055	33 311
Toutes affaires terminées	205 653	205 321	187 913	184 309	188 189
Variation annuelle %	+ 6,9	- 0,2	- 8,5	- 1,9	+ 2,1
Affaires au fond	160 569	164 510	158 391	155 254	154 878
Variation annuelle %	+ 14,5	+ 2,5	- 3,7	- 2,0	- 0,2
Référés	45 084	40 811	29 522	29 055	33 311
Variation annuelle %	- 13,7	- 9,5	- 27,7	- 1,6	+ 14,6
Durée moyenne (en mois)					
Toutes affaires	11,1	11,9	13,3	13,6	13,0
Affaires au fond	13,7	14,4	15,4	15,8	15,4
Référés	2,0	1,9	1,9	1,9	1,8
Stock au 31/12 (hors référés)	214 842	214 817	202 618	223 957	223 419
Variation du stock	+ 12 008	- 25	- 12 199	+ 21 339	- 538
Âge moyen du stock au 31/12, en mois	11,6	12,4	13,3	12,3	13,3
Actes de greffe	111 080	108 761	122 620	129 428	118 679
Dépôts de règlements intérieurs et accords d'entreprise effectués	59 104	55 848	65 670	72 349	63 489
Déclarations d'appel enregistrées	40 972	42 722	45 810	47 141	45 643
Autres	11 004	10 191	11 140	9 938	9 547

⁽¹⁾ affaires nouvelles en référé = affaires terminées en référé

3. Affaires terminées au fond selon le délibéré

unité : affaire

	2010	2011	2012	2013	2014
Total	160 569	164 510	158 391	155 254	154 878
Sans délibéré	71 957	73 010	67 567	64 240	66 643
Avec délibéré	88 612	91 500	90 824	91 014	88 235
Affaires jugées sans départition	72 374	73 156	74 213	70 415	70 442
Affaires avec départition	16 238	18 344	16 611	20 599	17 793
% / affaires avec délibéré	18,3	20,0	18,3	22,6	20,2

12.5 LES COURS D'APPEL

En 2014, le nombre d'affaires nouvelles portées en appel s'élève à 251 800 parmi lesquelles se trouvent 219 400 affaires au fond, 5 900 référés et 26 500 autres procédures⁽¹⁾. L'ensemble de ces affaires est en hausse de 2,7 % par rapport à 2013 et de 19,6 % par rapport à 2004.

Si l'on examine l'origine des décisions au fond frappées d'appel, on constate que 37,9 % d'entre elles viennent des tribunaux de grande instance (TGI), 27,0 % des conseils de prud'hommes (CPH), 12,3 % des tribunaux d'instance (TI), 8,2 % des tribunaux de commerce (TC) et 5,3 % des tribunaux des affaires de sécurité sociale (TASS). Le solde (9,3 %) comprend divers organes ou juridictions dont les bureaux d'aide juridictionnelle, les commissions d'indemnisation des victimes d'infractions ou les tribunaux paritaires des baux ruraux, regroupés sous la catégorie Autres.

L'évolution des affaires nouvelles des cours d'appel peut découler d'une variation de l'activité des juridictions de première instance, et/ou d'une évolution de la propension

des justiciables à faire appel. Ainsi, par rapport à 2008, le taux d'appel a progressé en 2013 quel que soit le type de juridiction de première instance. Il s'établit à 67,7 % pour les CPH, 20,8 % pour les TGI, 13,7 % pour les TC et 5,1 % pour les TI.

En 2014, les affaires terminées, au nombre de 236 600, enregistrent une hausse de 1,8 % par rapport à 2013. L'écart avec le nombre d'affaires nouvelles provoque une augmentation du stock d'affaires en cours qui atteint 265 200 affaires, âgées en moyenne de 11,1 mois.

La durée moyenne des affaires terminées par les cours d'appel en 2014 est en très légère hausse par rapport à l'année précédente et s'établit à 11,8 mois. Elle intègre la durée des 9 200 affaires de rétention des étrangers qui sont réglées en moyenne en moins d'un jour et demi. Plus précisément, 25 % des affaires terminées en 2014 l'ont été en moins de 4,1 mois, 50 % l'ont été en moins de 10,6 mois et 25 % l'ont été en plus de 16,8 mois.

⁽¹⁾ Recours contre des décisions relatives au maintien en rétention des étrangers, aux mineurs en danger, aux expropriations, pensions militaires et contre les ordonnances sur requête.

Définitions et méthodes

La cour d'appel est la juridiction de droit commun du second degré qui statue sur les recours formés contre les jugements rendus en premier ressort par les tribunaux de grande instance, les tribunaux d'instance, les conseils de prud'hommes, les tribunaux de commerce, les tribunaux des affaires de sécurité sociale ou d'autres juridictions, situés dans son ressort géographique lequel couvre en général plusieurs départements. Elle statue souverainement sur le fond des affaires dont elle est saisie, en confirmant ou en infirmant la décision des premiers juges.

Le premier président de la cour d'appel est compétent pour rendre, en cours d'instance d'appel, des ordonnances de référé (décisions provisoires prises en cas d'urgence) ou des ordonnances sur requête (décisions provisoires prises non contradictoirement).

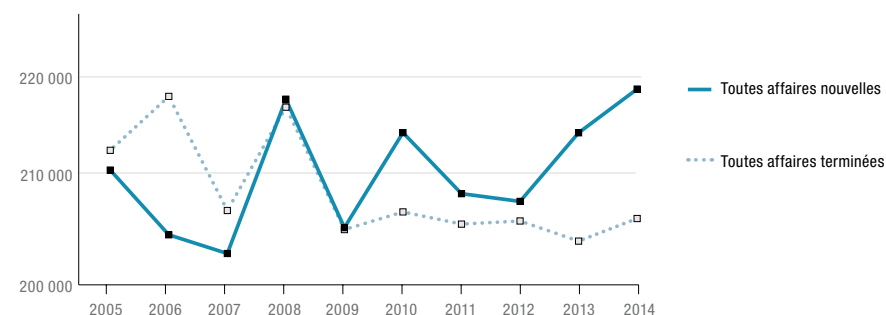
Champ : France métropolitaine et DOM.

Source : Ministère de la Justice / SG / SDSE / Exploitation statistique du Répertoire Général Civil

Pour en savoir plus : www.justice.gouv.fr/statistiques.html

1. Activité civile des cours d'appel (fond)

unité : affaire



2. Activité civile des cours d'appel

unité : affaire

	2010	2011	2012	2013	2014
Toutes affaires nouvelles	243 722	236 424	236 463	245 120	251 814
Variation annuelle %	+ 5,8	- 3,0	+ 0,0	+ 3,7	+ 2,7
Affaires au fond	214 578	207 777	206 917	214 559	219 432
Variation annuelle %	+ 5,2	- 3,2	- 0,4	+ 3,7	+ 2,3
Juridiction d'origine					
Tribunal de grande instance	94 876	81 180	79 846	81 863	83 133
Tribunal d'instance	23 815	24 251	24 111	25 433	27 011
Conseil de prud'hommes	52 327	54 934	56 371	59 271	59 198
Tribunal de commerce	20 913	19 310	18 228	17 462	17 884
TASS	9 343	9 382	9 940	10 672	11 712
Autres ⁽¹⁾	13 304	18 720	18 421	19 858	20 494
Référés	6 077	5 523	5 843	5 895	5 932
Autres procédures ⁽²⁾	23 067	23 124	23 703	24 666	26 450
Toutes affaires terminées	232 958	232 430	234 248	232 388	236 551
Variation annuelle %	+ 1,9	- 0,2	+ 0,8	- 0,8	+ 1,8
Affaires au fond	205 745	204 386	204 733	202 493	205 008
Variation annuelle %	+ 1,0	- 0,7	+ 0,2	- 1,1	+ 1,2
Confirmation totale ou partielle	108 599	108 456	108 868	105 655	108 484
Infirmation	31 925	32 938	32 407	30 909	29 513
Autres décisions	65 221	62 992	63 458	65 929	67 011
Référés	6 213	5 476	5 803	5 735	5 777
Autres procédures ⁽²⁾	21 000	22 568	23 712	24 160	25 766
dont rétention des étrangers	9 988	9 274	8 024	8 473	9 166
Durée moyenne (en mois)					
Toutes affaires terminées	11,2	11,4	11,7	11,7	11,8
Affaires au fond	12,2	12,4	12,8	12,9	13,1
Référés	1,5	1,5	1,7	1,8	2,0
Autres procédures ⁽²⁾	4,0	4,4	4,8	4,5	4,2
dont rétention des étrangers	0,05	0,05	0,05	0,04	0,03
Stock au 31/12 (y c référés)	230 886	234 880	237 095	249 827	265 245
Variation du stock	+ 10 764	+ 3 994	+ 2 215	+ 12 732	+ 15 418
Âge moyen des affaires en cours (en mois)	9,5	9,9	10,2	10,5	11,1

⁽¹⁾ bureaux d'aide juridictionnelle, commissions d'indemnisation des victimes d'infraction, cours d'appel, tribunaux paritaires des baux ruraux, expropriation

⁽²⁾ recours contre les décisions relatives au maintien en rétention des étrangers, aux mineurs en danger, aux expropriations, pensions militaires et contre les ordonnances sur requête

3. Taux d'appel des jugements prononcés au fond

unité : %

Juridiction de première instance	2009	2010	2011	2012	2013
Tribunal de grande instance sur jugements en premier ressort	20,2	19,7	18,7	19,7	20,8
Tribunal d'instance	5,7	6,6	5,1	5,3	5,1
Conseil de prud'hommes sur jugements en premier ressort	59,4	60,8	64	67	67,7
Tribunal de commerce sur jugements en premier ressort	12,3	12,1	12,8	13,2	13,7

12.6 LA COUR DE CASSATION

Le volume d'affaires nouvelles soumises à la Cour de cassation en 2014 s'établit à 21 300 affaires, en nette augmentation par rapport à 2013 (+ 8,3 %). Cette même année, la Cour de cassation a rendu 19 600 décisions, soit 2,1 % de moins qu'en 2013.

La procédure de filtrage instituée par la loi organique du 25 juin 2001 permet à la Cour de cassation de déclarer «non admis les pourvois irrecevables ou non fondés sur un moyen sérieux de cassation». Depuis 2002, les affaires en «non admission» viennent diminuer à la fois les arrêts de rejet et les arrêts d'irrecevabilité ; en 2014, 4 300 affaires se terminent ainsi, soit 22 % des affaires traitées.

Le nombre de cassations (4 900) a beaucoup baissé entre 2013 et 2014 (- 20,2 %). Ces cassations ont représenté un quart des décisions rendues. Si l'on ramène ce chiffre aux seules affaires soumises à la Cour, elles représentent alors 32 % des décisions. Les rejets de pourvois, aussi nombreux que les cassations, ont augmenté de 2,7 % en un an. Ils représentent 25 % de l'ensemble des affaires et 32 % des seules affaires admises.

Définitions et méthodes

La Cour de cassation est la plus haute juridiction de l'ordre judiciaire. Elle est chargée d'assurer l'unité d'interprétation de la loi. Saisie par un pourvoi contre une décision rendue en dernier ressort par une juridiction du premier ou du second degré (le plus souvent la décision attaquée est un arrêt de cour d'appel), la Cour de cassation vérifie que cette juridiction a bien appliqué le droit. Si c'est le cas, elle rejette le pourvoi. Dans le cas contraire, elle casse la décision et renvoie son examen à une autre juridiction de même catégorie pour rejurer l'affaire.

La Cour de cassation rend également des avis, à la demande des juges, sur des points de droit relatifs à des législations nouvelles.

Elle intervient également dans les questions préjudicielles de constitutionnalité, en décidant de les transmettre ou non au Conseil constitutionnel.

1. Activité civile de la Cour de cassation

unité : affaire

	2010	2011	2012	2013	2014
Affaires nouvelles et réinscriptions	21 537	21 860	21 798	19 658	21 295
Variation annuelle %	+6,0	+1,5	-0,3	-9,8	+8,3
Affaires terminées	19 855	21 455	20 874	20 049	19 636
Variation annuelle %	-2,7	+8,1	-2,7	-4,0	-2,1
Cassation	4 536	5 976	5 281	6 176	4 931
Rejet	4 886	4 936	5 059	4 788	4 916
Irrecevabilité	270	218	597	326	334
Désistement	3 563	3 340	3 930	3 742	3 230
Non admission	3 714	4 348	3 921	3 259	4 250
Autres fins	2 886	2 637	2 086	1 758	1 975

Champ : France métropolitaine et DOM.

Source : Rapport annuel d'activité de la Cour de cassation

12.7 LES TRIBUNAUX DE COMMERCE

Le nombre de saisines des tribunaux de commerce en matière contentieuse se situe à 78 000, en baisse de 11,3 % par rapport à 2013, dans le prolongement des années antérieures. Le nombre des affaires terminées (68 900) affiche aussi une diminution (- 11,0 %). La durée moyenne de traitement des affaires terminées est de 8,4 mois.

Avec 21 000 ordonnances, les référés sont en baisse de 9,3 % par rapport à 2013, et atteignent le niveau le plus bas des cinq dernières années. Elles ont été rendues dans un délai moyen de 1,8 mois.

Le nombre d'ordonnances du président (saisie conservatoire, expertise, nomination de commissaire, report d'assemblée générale - non comprises les injonctions de payer), s'établit à 134 500 (+ 8,7 %). Avec 438 200 affaires, les ordonnances du juge-commissaire (essentiellement des demandes d'admission de créances) ont baissé de 3,9 % par rapport à 2013.

En matière de procédures collectives, les tribunaux de commerce ont enregistré 65 000 demandes d'ouverture d'une procédure collective. Plus de la moitié des demandes (61 %) concerne l'ouverture d'une liquidation judiciaire, 36 % l'ouverture d'un redressement judiciaire et 3 % l'ouverture d'une sauvegarde. Les demandes de mandat ad hoc (1 800 demandes) et de conciliation (1 300) connaissent une évolution à la baisse en 2013 (respectivement - 3,4 % et - 8,4 %).

63 300 décisions ont été rendues en la matière : 52 400 jugements d'ouverture d'une procédure collective, 1 500

ouvertures de mandat ad hoc, 900 ouvertures de conciliation et 8 500 autres décisions, dont la plus fréquente est la radiation. Les liquidations judiciaires dominent largement avec plus des deux tiers des jugements (69,4 %) contre moins d'un tiers pour les redressements judiciaires (28,3 %), et les ouvertures de sauvegarde représentent 2,3 % de l'ensemble.

Les jugements d'ouverture de sauvegarde ont été prononcés en moyenne en 10 jours après la saisine du tribunal, les liquidations judiciaires immédiates en 21 jours et les jugements d'ouverture de redressement judiciaire en 40 jours.

À l'issue de ces jugements d'ouverture, les jugements arrêtant un plan de redressement (4 000 jugements) ou un plan de sauvegarde (700) représentent 9,0 % des décisions. Aussi les liquidations judiciaires, comprenant celles immédiates (36 400) et celles après conversion (10 800), sont-elles la solution adoptée plus de neuf fois sur dix (91 %) par les juridictions commerciales en matière de procédures collectives.

Les liquidations après conversion ont été prononcées en moyenne 6,5 mois après la saisine du tribunal. Les jugements arrêtant un plan de redressement judiciaire sont plus longs : 16,1 mois en moyenne après la saisine.

Le nombre de procédures relevant de l'ancien dispositif de clôture (avant la loi de 2005) continue de décroître (- 35 %) tandis que le nouveau dispositif poursuit son augmentation (+ 4,9 %) toutes fins ou clôtures confondues.

Définitions et méthodes

Les **tribunaux de commerce** sont des juridictions du premier degré, composées de juges élus parmi les commerçants. Ils sont compétents pour statuer :

- sur les contestations relatives aux engagements entre commerçants,
- sur celles relatives aux sociétés commerciales,
- sur celles relatives aux actes de commerce entre toutes personnes,
- sur celles relatives aux billets à ordre,
- sur les procédures de mandat ad hoc, de conciliation, de sauvegarde, de redressement, de liquidation judiciaire et de rétablissement personnel.

Un décret en conseil d'État fixe le siège et le ressort des tribunaux de commerce, généralement calqués sur ceux des tribunaux de grande instance (cf. l'annexe 7-1 du livre VII du code de commerce).

Les tribunaux de commerce sont composés d'un nombre variable de juges et de chambres (cf. l'annexe 7-2 du livre VII du code de commerce). Un ou plusieurs juges commissaires sont désignés en leur sein pour suivre les procédures de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaires. Le Président est compétent pour statuer par ordonnance de référé ou sur requête.

Le dispositif relatif aux procédures collectives est décrit dans la partie « Définitions et méthodes » de la fiche 5.2.

Champ : France métropolitaine et DOM.

Source : Ministère de la Justice / SG / SDSE / Exploitation statistique du Répertoire Général Civil

Pour en savoir plus : www.justice.gouv.fr/statistiques.html

1. Activité des Tribunaux de commerce	unité : affaire				
	2010	2011	2012	2013	2014
Affaires contentieuses					
Affaires nouvelles	113 283	105 531	94 010	87 905	77 964
Affaires terminées	103 842	96 906	88 284	77 290	68 877
Variation annuelle %	/	- 6,7	- 8,9	- 12,5	- 10,9
Durée de jugement (en mois)	7,3	7,7	8,1	8,8	8,4
Ordonnances de référés	27 612	25 261	24 693	23 054	20 916
Variation annuelle %	/	- 8,5	- 2,2	- 6,6	- 9,3
Durée des ordonnances de référés	1,5	1,6	1,8	2,3	1,8
Ordonnances du président	123 531	125 222	117 922	123 721	134 528
Variation annuelle %	/	1,4	- 5,8	4,9	8,7
Ordonnances du juge commissaire	483 717	448 345	447 733	455 770	438 189
Variation annuelle %	/	- 7,3	- 0,1	1,8	- 3,9
Demandes d'ouverture de mandats ad hoc et de conciliations					
Demandes de mandat ad hoc	1 608	1 456	1 727	1 836	1 773
Demandes d'une procédure de conciliation	908	920	1 128	1 432	1 312
Demandes d'ouverture d'une procédure collective					
Demandes d'ouverture de sauvegarde	1 453	1 523	1 607	1 769	1 797
Demandes d'ouverture de liquidation judiciaire	35 094	35 843	37 560	39 859	39 699
Demandes d'ouverture de redressement judiciaire	28 576	27 700	25 137	23 099	23 451
Demandes d'ouverture de rétablissement professionnel	0	0	0	0	61
Demandes d'ouverture non précisées	75	67	60	45	59
Décisions du tribunal en matière de procédures collectives					
Toutes décisions	66 248	64 721	64 962	64 705	63 321
Ouverture de la procédure de conciliation	690	701	733	964	918
Ouverture d'un mandat ad hoc	1 395	1 212	1 423	1 489	1 461
Ouverture d'une procédure collective	53 328	52 405	52 896	53 469	52 414
Variation annuelle %	/	- 1,7	+ 0,9	+ 1,1	- 2,0
Sauvegarde	1 124	1 137	1 249	1 338	1 216
Durée en mois	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Liquidation judiciaire	36 035	35 654	36 212	36 768	36 359
Durée en mois	0,8	0,9	1,0	0,8	0,7
Redressement judiciaire	16 169	15 614	15 435	15 363	14 807
Durée en mois	1,2	1,3	1,2	1,2	1,3
Redressement professionnel	0	0	0	0	32
Durée en mois	/	/	/	/	0,4
Autres décisions (radiation, rejet, désistement,...)	10 835	10 403	9 910	8 783	8 528
Issues des jugements d'ouverture (solution)					
Plan	4 299	4 582	4 297	4 356	4 715
Plan de sauvegarde	502	502	521	616	676
Plan de redressement	3 797	4 080	3 776	3 740	4 039
Durée depuis la saisine (en mois)	14,4	14,5	14,6	14,7	16,1
Durée depuis le jugement d'ouverture (en mois)	13,4	13,5	13,5	13,6	15,1
Liquidation judiciaire	48 037	47 364	47 283	47 641	47 177
Liquidation judiciaire immédiate ⁽¹⁾	36 035	35 654	36 212	36 768	36 359
Durée depuis la saisine (en mois)	0,8	0,8	0,8	0,7	0,7
Liquidation judiciaire après conversion de la procédure de sauvegarde ou de redressement	12 002	11 710	11 071	10 873	10 818
Durée depuis la saisine (en mois)	6,6	6,6	6,5	6,7	6,5
Durée depuis le jugement d'ouverture (en mois)	5,4	5,4	5,3	5,5	5,4

⁽¹⁾ y compris les liquidations judiciaires après résolution de plan

2. Tribunaux de commerce – fin des conciliations et clôtures des procédures collectives	unité : affaire				
	2010	2011	2012	2013	2014
Loi 1985	8 527	6 300	4 485	3 809	2 463
Durée depuis la saisine (en mois)	100,1	113,2	125,9	137,8	147,2
Loi 2005	37 893	42 177	43 510	44 308	46 502
Fin de procédure de conciliation	346	287	301	361	315
Durée depuis la saisine (en mois)	4,2	5,0	5,8	4,4	4,2
Durée depuis le jugement d'ouverture (en mois)	3,3	4,7	5,6	3,1	2,8
Clôture de liquidation judiciaire	37 286	41 561	42 780	43 429	45 156
Durée depuis la saisine (en mois)	21,7	23,0	24,5	25,7	26,2
Durée depuis la solution (en mois)	19,9	21,1	22,5	23,7	24,2
Autres clôtures ⁽¹⁾	261	329	429	518	1 031
Durée depuis la saisine (en mois)	24,2	27,1	36,8	37,5	37,7

⁽¹⁾ Procédures de sauvegarde et procédures de sauvegarde financière accélérée – Procédures de redressement

12.8 LES CHAMBRES COMMERCIALES DES TRIBUNAUX DE GRANDE INSTANCE

Les tribunaux de commerce ne traitent pas la totalité du contentieux commercial. Une petite partie reste encore prise en charge par quelques TGI (en Alsace, Moselle et dans les DOM). Rappelons aussi que la réforme de la carte judiciaire, à compter du 1^{er} janvier 2009, a transféré vers les tribunaux de commerce les compétences commerciales de 23 tribunaux de grande instance.

En 2014, les chambres commerciales des TGI ont été saisies de 4 200 affaires commerciales contentieuses et en ont traitées 3 600.

La durée moyenne de traitement des affaires terminées est de 10,2 mois.

En matière de procédures collectives, les tribunaux de grande instance à compétence commerciale ont enregistré 4 400 demandes d'ouverture d'une procédure collective : 63,4 % concernaient la liquidation judiciaire, 34 % le redressement judiciaire et 2,6 % la sauvegarde. Les demandes de mandat ad hoc (50 demandes) et de conciliation (18) sont marginales.

En 2014, 4 100 décisions ont été rendues en la matière : 3 600 jugements d'ouverture d'une procédure collective, 44 ouvertures de mandats ad hoc, 14 ouvertures de la procédure de conciliation et 448 autres décisions dont la

plus fréquente est la radiation. La part des autres décisions s'établit, toutes procédures confondues, à 10,8 %.

En matière de procédures collectives, les liquidations judiciaires dominent largement : elles représentent sept décisions d'ouverture sur dix (73,5 %) contre moins de trois pour les redressements judiciaires (24,3 %), les ouvertures de sauvegarde étant encore marginales (2,1 %).

À l'issue de ces jugements d'ouverture, les jugements arrêtant un plan de redressement (233 jugements) ou un plan de sauvegarde (42) représentent 7,7 % des décisions.

Aussi les liquidations judiciaires, comprenant celles immédiates (2 700) et celles après conversion (628), sont la solution prononcée plus de neuf fois sur dix (92,3 %) en matière de procédures collectives.

Les liquidations judiciaires immédiates ont été prononcées en moyenne 1,6 mois après la saisine du tribunal, les liquidations après conversion 6,8 mois après la saisine. Pour les plans de redressement, le délai moyen entre la saisine et la décision est de 15 mois.

Définitions et méthodes

En Alsace-Moselle, les tribunaux de grande instance comportent une chambre commerciale composée d'un président, qui est un magistrat professionnel, et d'assesseurs, qui sont des juges élus.

Dans les départements et collectivités d'outre-mer, ce sont les « tribunaux mixtes » qui sont compétents en matière commerciale. Ils sont composés d'un président, qui est le président du tribunal de grande instance ou du tribunal de première instance, et d'assesseurs, qui sont des juges élus.

La compétence de ces juridictions commerciales est la même que celle des tribunaux de commerce (cf. fiche 12.7).

1. Activité des chambres commerciales des TGI

unité : affaire

	2010	2011	2012	2013	2014
Affaires contentieuses					
Affaires nouvelles	6 536	6 059	5 706	4 866	4 184
Affaires terminées	5 798	4 367	5 129	4 067	3 555
Variation %	/	- 24,7	17,4	- 20,7	- 12,6
Durée de jugement (en mois)	8,6	7,9	8,4	9,4	10,2
Ordonnances de référés	1 690	1 276	1 346	1 220	1 058
Variation %	/	- 24,5	5,5	- 9,4	- 13,3
durée des ordonnances de référés	2,3	1,9	2,1	2,0	2,1
Ordonnances du président	521	1 204	1 869	1 782	2 197
Variation %	/	131,1	55,2	- 4,7	23,3
Ordonnances du juge commissaire	500	2 338	4 059	5 141	7 695
Variation %	/	367,6	73,6	26,7	49,7
Demandes d'ouverture de mandats ad hoc et de conciliations					
Demandes de mandat ad hoc	41	54	52	104	50
Demandes d'une procédure de conciliation	24	23	23	16	18
Toutes demandes d'ouverture d'une procédure collective					
Demandes d'ouverture de sauvegarde	140	136	156	227	116
Demandes d'ouverture de liquidation judiciaire	2 920	2 795	2 721	2 711	2 817
Demandes d'ouverture de redressement judiciaire	1 901	2 069	1 885	1 584	1 513
Demandes d'ouverture de rétablissement professionnel	0	0	0	0	0
Demandes d'ouverture non précisées	8	0	0	0	0
Décisions du tribunal en matière de procédures collectives					
Toutes décisions	4 467	4 270	4 098	4 190	4 143
Ouverture de la procédure de conciliation	11	16	14	12	14
Ouverture d'un mandat ad hoc	27	26	42	86	44
Ouvertures d'une procédure collective	3 827	3 663	3 580	3 572	3 637
Variation %	/	- 4,3	- 2,3	- 0,2	+ 1,8
Sauvegarde	99	89	99	83	75
Durée en mois	0,4	3,4	3,0	1,3	0,6
Liquidation judiciaire	2 734	2 490	2 484	2 578	2 675
Durée en mois	1,6	1,2	1,2	1,4	1,6
Redressement judiciaire	994	1 084	997	911	887
Durée en mois	2,0	2,0	1,6	1,7	1,9
Redressement professionnel	0	0	0	0	0
Durée en mois	/	/	/	/	/
Autres décisions (radiation, rejet, désistement,...)	602	565	462	520	448
Issues des jugements d'ouverture (solution)					
Plan	286	199	242	299	275
Plan de sauvegarde	30	17	43	55	42
Plan de redressement	256	182	199	244	233
Durée depuis la saisine (en mois)	14,9	15,5	15,4	15,5	15,0
Durée depuis le jugement d'ouverture (en mois)	13,2	12,0	12,5	13,5	13,0
Liquidation judiciaire	3 453	3 208	3 265	3 266	3 303
Liquidation judiciaire immédiate	2 734	2 490	2 484	2 578	2 675
Durée depuis la saisine (en mois)	1,6	1,2	1,2	1,4	1,6
Liquidation judiciaire après conversion de la procédure de sauvegarde ou de redressement	719	718	781	688	628
Durée depuis la saisine (en mois)	6,7	6,3	6,9	6,6	6,8
Durée depuis le jugement d'ouverture (en mois)	4,9	4,4	4,8	5,0	5,1

Champ : France métropolitaine et DOM.

Source : Ministère de la Justice / SG / SDSE / Exploitation statistique du Répertoire Général Civil

Pour en savoir plus : www.justice.gouv.fr/statistiques.html